



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 130 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

## **Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité**

**Groupe thématique III : bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport contient une proposition de révision des ressources qui ont été demandées pour 2013 au titre du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (A/67/346/Add.3).

La proposition concerne le reclassement du poste de représentant spécial du Secrétaire général et chef du BINUGBIS du rang de sous-secrétaire général à celui de secrétaire général adjoint.



## **I. Introduction**

1. Le présent rapport contient une proposition de révision des ressources demandées pour 2013 au titre du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) (A/67/346/Add.3), eu égard aux décisions prises ou devant être prises par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité pour donner suite aux requêtes formulées par les États Membres ou aux recommandations du Secrétaire général.

## **II. Ressources nécessaires**

2. Dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil de sécurité le 11 décembre 2012, le Secrétaire général fait le point sur la situation politique et la sécurité en Guinée-Bissau, qui n'ont cessé de se détériorer depuis le coup d'État militaire du 12 avril 2012, malgré les efforts déployés par les acteurs locaux et internationaux pour résoudre la crise. Ces acteurs restent profondément divisés quant à la légitimité de l'accord provisoire négocié sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et aux moyens de pleinement rétablir l'ordre constitutionnel. De plus, l'action menée par l'ONU en Guinée-Bissau, qui consistait essentiellement à contribuer à des initiatives de consolidation de la paix et à la réforme du secteur de la sécurité, a radicalement évolué et est maintenant axée sur la négociation d'une feuille de route politique visant un règlement de la crise actuelle.

3. Dans ces conditions, il importe que le Représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau bénéficie, au niveau tant national qu'international, du crédit, du statut et de l'estime nécessaires pour relancer le processus politique et, en particulier, remédier à l'extrême clivage caractérisant les points de vue des acteurs locaux et internationaux, aussi bien entre eux qu'en leur sein. Le rang actuel de sous-secrétaire général accordé au Représentant spécial du Secrétaire général n'est par conséquent pas propre à susciter la candidature d'un ancien chef d'État ou d'une personnalité de stature équivalente, facteur pourtant considéré comme essentiel à l'heure actuelle pour sortir de l'impasse politique, faire en sorte que le processus politique national aille de l'avant et rapprocher les positions des différents acteurs.

4. Il est donc nécessaire de reclasser le poste de représentant spécial du Secrétaire général et de chef du BINUGBIS du rang de sous-secrétaire général à celui de secrétaire général adjoint.

5. Un montant supplémentaire de 31 700 dollars est nécessaire pour le reclassement proposé et peut être dégagé de l'enveloppe budgétaire des missions politiques spéciales pour l'exercice biennal 2012-2013.

6. L'Assemblée générale est priée d'examiner la présente proposition, qui lui est soumise dans l'intérêt de la paix et de la sécurité compte tenu de ce qui précède.

## **III. Décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

7. L'Assemblée générale est appelée à approuver la présente proposition.